Fédération des personnels des services publics et des services de santé FORCE OUVRIERE 153-155 rue de Rome 75017 PARIS
☎ 01 44 01 06 00 - ✉ fo.territoriaux@fosps.com et fo.sante-sociaux@fosps.com

DÉCLARATION

Déclaration FO sur le projet de réforme de la haute fonction publique territoriale

Force Ouvrière réaffirme son attachement indéfectible à la défense de l'encadrement dans la fonction publique territoriale. Les cadres territoriaux jouent un rôle central dans la mise en œuvre des politiques publiques locales et dans le bon fonctionnement des services publics de proximité. Ils méritent des avancées concrètes en matière de déroulement de carrière et de reconnaissance salariale.

Pourtant, le projet de réforme actuellement présenté ne répond en rien à ces attentes. Derrière le discours de modernisation et d'alignement avec la fonction publique de l'État, se cache en réalité une réforme élitiste, ciblée, profondément inégalitaire et in fine destructrice du statut et du principe de carrière auquel nous sommes tant attachés. Une fois mise en place pour la catégorie A+, elle pourra être appliquée aux autres catégories et nous rentrons dans une fonction publique de métiers où le déroulement de carrière n'existe plus (Grade sur 32 échelons soit 45 ans, une carrière complète). Elle ne concerne qu'une infime minorité d'agents, ceux des grandes collectivités de plus de 40 000 habitants excluant de fait une très large majorité de cadres territoriaux.

Ce projet, est un simple copié collé de la réforme de l'État, ignorant totalement les spécificités de la fonction publique territoriale. Il ne tient compte ni de la diversité des territoires, ni des réalités de terrain. Par exemple, le troisième grade, quasiment inaccessible, ne concernera qu'une poignée d'agents. De plus, évaluer la valeur d'un DGS ou d'un DGA uniquement au regard du nombre d'habitants est réducteur, tant les problématiques rencontrés peuvent varier selon les réalités géographiques, économiques ou politiques locales.

FO dénonce également la logique de concentration des avantages autour de quelques profils bien identifiés, au détriment de l'ensemble

de la catégorie A+, comme les ingénieurs en chef, les conservateurs des bibliothèques et du patrimoine, ou encore les professeurs d'enseignement artistique. Pire encore, la réforme verrouille encore davantage l'accès aux grades supérieurs pour les attachés, les ingénieurs ou les bibliothécaires, accentuant le plafond de verre déjà existant. Le principe même du GRAF a été dévoyé, devenant une barrière supplémentaire plutôt qu'un levier de carrière.

Quant à la promesse d'une reconnaissance indemnitaire, elle reste largement illusoire : les montants annoncés (jusqu'à 165 000 euros annuels) pour quelques postes de direction apparaissent totalement indécents dans un contexte d'austérité, marqué par l'annonce de 40 milliards d'euros d'économies et la suppression de 100 000 postes dans la fonction publique. Ce choix budgétaire interroge fortement sur la justice sociale et la cohérence dans la distribution des ressources publiques.

FO rappelle que plus de la moitié des agents territoriaux n'ont même pas bénéficié de la "prime pouvoir d'achat" pourtant largement médiatisée et que la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat (GIPA), versée annuellement depuis plusieurs années, a été supprimée en 2024. Le fossé se creuse dangereusement entre les discours sur la reconnaissance du service public et la réalité vécue par les agents.

Notre fédération exige une réforme équitable, qui bénéficie à l'ensemble des agents, quel que soit leur grade ou la taille de leur collectivité. Cela passe par une revalorisation urgente et significative des grilles indiciaires des catégories A, B et C. Comment attirer ou fidéliser des cadres lorsque leur rémunération d'entrée ne dépasse même pas 10 % au-dessus du SMIC ? Comment accepter que des collègues de catégorie B démarrent au SMIC, et que ceux de catégorie C ne gagnent que quelques dizaines d'euros de plus en fin de carrière ?

FO refuse une réforme conçue pour une minorité de privilégiés. Nous revendiquons une véritable politique de carrière, avec des déroulements transparents, des revalorisations salariales pour tous, et un régime indemnitaire cohérent, juste et universel. Les agents territoriaux méritent mieux qu'un simple affichage ou une réforme d'apparence : ils méritent la reconnaissance effective de leur engagement au service de l'intérêt général.